

MISE A JOUR DES REFERENTIELS REGLEMENTAIRES ENVIRONNEMENT & SANTE SECURITE AU TRAVAIL

Pour le compte de :

CLEMENT QUALITE CONSULTING

(70 – GERMIGNEY)

Offre de service : **GSAM 16 CT 70 009** du 27 janvier 2016

Contacts :

Florence PIANET	Gestion administrative	florence.pianet@gsamanagement.fr
Cécile THEPOT KERNIVINEN	Gestion de production	cecile.thepot@gsamanagement.fr

CLEMENT QUALITE CONSULTING	GSA Management	27/01/2016
GSAM 16 CT 70 009		Page : 2 / 8

SOMMAIRE

ATTENDUS	3
INTERVENTION PROPOSEE	3
OBJECTIFS DE L'INTERVENTION	3
EXIGENCES REGLEMENTAIRES DE LA NORME NF EN ISO 14 001 V DEC. 2014	3
EXIGENCES CORRESPONDANTES DE LA NORME NF EN ISO 14 001 V OCT. 2015	4
EXIGENCES CORRESPONDANTES DE LA NORME NF EN ISO 50 001	4
EXIGENCES REGLEMENTAIRES DE LA NORME OHSAS 18001.....	5
CONTENU TECHNIQUE DE LA PRESTATION.....	6
BUDGET	7
PROGRAMMES ET MODALITES D'ACCEPTATION	8
PROGRAMME DES ACTIONS	8
MODALITES DE PAIEMENT.....	8
CONDITIONS DE VALIDATION DE LA PROPOSITION	8
<i>Avec modification majeure :</i>	8
<i>Sans modification majeure :</i>	8
ENGAGEMENT DES PARTIES	8

CLEMENT QUALITE CONSULTING	GSA Management	27/01/2016
GSAM 16 CT 70 009		Page : 3 / 8

ATTENDUS

Dans le cadre de ses audits de certification pour le compte d'une tierce partie, l'auditeur M. CLEMENT Xavier souhaite compléter sa veille réglementaire dans les domaines de l'Environnement (intégrant l'Energie) et la Sécurité au Poste de Travail.

Pour répondre à cette demande, GSA Management se propose d'envoyer trimestriellement la mise à jour de deux outils de veille réglementaire appelés : Référentiel Réglementaire de base Environnement & Référentiel Réglementaire de base Santé, Sécurité au Travail.

INTERVENTION PROPOSEE

OBJECTIFS DE L'INTERVENTION

Ces outils complémentaires de veille réglementaire permettent à l'auditeur de préparer plus efficacement ses audits selon les référentiels Environnement (intégrant l'Energie) & Sécurité au Poste de Travail : ISO 14001, FDX 30-205, ISO 50 001 & OHSAS 18001.

EXIGENCES REGLEMENTAIRES DE LA NORME NF EN ISO 14 001 V DEC. 2014

La norme ISO 14001 (V2004), dans 2 paragraphes distincts, impose le suivi et la conformité par rapport à la réglementation environnementale :

- ✓ Le premier paragraphe s'inscrit dans le chapitre concernant la Planification, couvrant entre autre la méthodologie de conduite de l'analyse initiale. Il a pour objet de définir les modalités de recherche et d'analyse des exigences légales et autres applicables au site selon l'extrait de la norme version 2004 ci-dessous :

« Exigences légales & autres exigences (Chapitre 4.3.2) :

L'organisme doit établir et tenir à jour une (des) procédure (s) pour identifier et avoir accès aux exigences légales applicables et aux autres exigences applicables auxquelles l'organisme a souscrit relatives à ces aspects environnementaux et déterminer comment ses exigences s'appliquent à ses aspects environnementaux ... ».

- ✓ Le deuxième paragraphe s'inscrit dans le chapitre concernant le Contrôle, couvrant entre autre la méthodologie de surveillance du site englobant le suivi des textes réglementaires. Il a pour objet de définir les modalités d'évaluation de la conformité réglementaire et autres textes législatifs applicables au site selon l'extrait de la norme version 2004 ci-dessous :

« Evaluation de la conformité (Chapitre 4.5.2) :

*En cohérence avec son engagement de conformité, l'organisme doit établir, mettre en œuvre et tenir à jour une (des) procédure (s) pour évaluer périodiquement sa conformité aux exigences légales applicables ...
L'organisme doit évaluer sa conformité aux autres exigences auxquelles il a souscrit ... ».*

CLEMENT QUALITE CONSULTING	GSA Management	27/01/2016
GSAM 16 CT 70 009		Page : 4 / 8

EXIGENCES CORRESPONDANTES DE LA NORME NF EN ISO 14 001 V OCT. 2015

La nouvelle version de la norme ISO 14001 (V2015), dans 2 paragraphes distincts, impose également le suivi et la conformité par rapport à la réglementation environnementale :

« Obligations de conformité (Chapitre 6.1.3) :

L'organisme doit :

- a) *Déterminer et avoir accès aux obligations de conformité relatives à ses aspects environnementaux ;*
- b) *Déterminer de quelle manière ces obligations de conformité s'appliquent à l'organisme ;*
- c) *Prendre en compte ces obligations de conformité lors de l'établissement, la mise en œuvre, la tenue à jour et l'amélioration continue de son SME.*

L'organisme doit tenir à jour des informations documentées sur ses obligations de conformité. ».

« Evaluation de la conformité (Chapitre 9.1.2) :

L'organisme doit établir, mettre en œuvre et tenir à jour les processus nécessaires à l'évaluation du respect de ses obligations de conformité.

L'organisme doit :

- a) *Déterminer la fréquence à laquelle la conformité sera évaluée ;*
- b) *Evaluer la conformité et entreprendre des actions si nécessaires ;*
- c) *Maintenir la connaissance et la compréhension de son état de conformité.*

L'organisme doit conserver des informations documentées comme preuves du ou des résultats d'évaluation de la conformité. ».

EXIGENCES CORRESPONDANTES DE LA NORME NF EN ISO 50 001

La norme ISO 50001 (V.2011) impose le suivi et la conformité par rapport à la réglementation liée à l'énergie :

Politique énergétique (chapitre 4.3)

« La politique énergétique doit être l'expression formelle de l'engagement de l'organisme à améliorer sa performance énergétique. La direction doit définir la politique énergétique et s'assurer qu'elle :

(...), d) comprend un engagement de respect des exigences légales applicables et des autres exigences auxquelles l'organisme adhère concernant ses usages, sa consommation et son efficacité énergétiques... » ;

Exigences légales et autres exigences (chapitre 4.4.2)

« L'organisme doit identifier, mettre en œuvre et avoir accès aux exigences légales applicables et autres exigences, concernant ses usages, sa consommation et son efficacité énergétiques, auxquelles il souscrit.

L'organisme doit déterminer de quelle façon ces exigences s'appliquent à ses usages, sa consommation et son efficacité énergétiques et doit s'assurer que ces exigences légales et autres exigences auxquelles il souscrit sont prises en compte dans l'élaboration, la mise en œuvre et l'entretien du SMÉ.

Les exigences légales et autres exigences doivent être revues à intervalles définis. »

Objectifs et cibles énergétiques, et plans d'actions de management de l'énergie (chapitre 4.4.6)

« (...) Lors de l'établissement et de la revue des objectifs et des cibles, l'organisme doit tenir compte des exigences légales et autres exigences, des usages énergétiques significatifs et des opportunités d'amélioration de la performance énergétique identifiées par la revue énergétique (...). »

CLEMENT QUALITE CONSULTING	GSA Management	27/01/2016
GSAM 16 CT 70 009		Page : 5 / 8

Évaluation de la conformité aux exigences légales et autres exigences (chapitre 4.6.2)

« À intervalles réguliers, l'organisme doit évaluer sa conformité aux exigences légales et autres exigences afférentes à ses usages et à sa consommation énergétiques auxquelles il souscrit.

Des enregistrements des résultats des évaluations de conformité doivent être conservés. »

Revue de management (chapitre 4.7)

La direction doit passer en revue le SMÉ de l'organisme à intervalles planifiés, afin de s'assurer qu'il est toujours pertinent, adéquat et efficace.

(...) Les éléments d'entrée de la revue de management doivent comporter :

(...)

d) les résultats de l'évaluation de la conformité aux exigences légales et des modifications des exigences légales et autres exigences auxquelles l'organisme souscrit; (...) »

EXIGENCES REGLEMENTAIRES DE LA NORME OHSAS 18001

La norme OHSAS 18001 (V.2007) est un référentiel sur le Système de Management de la Sécurité (S.M.S). Sa structure a été élaborée pour être compatible avec les normes de Système de Management de la Qualité (ISO 9001) et de l'Environnement (ISO 14001).

Elle impose le suivi et la conformité par rapport à la réglementation environnementale :

« Politique SST (§ 4.2 - c)

La Direction doit définir et autoriser la politique SST de l'organisme et veiller à ce que, dans le cadre du champ d'application défini de son système de management de la SST, elle : (...) inclue un engagement à se conformer pour le moins aux exigences légales en vigueur et autres exigences auxquelles l'organisme se conforme et qui se rapportent à ses dangers en terme de SST. »

« Exigences légales et autres (§ 4.3.2)

L'organisme doit établir, mettre en œuvre et tenir à jour une (des) procédure(s) pour identifier et accéder aux exigences légales et autres en matière de SST applicables à sa situation.

L'organisme doit veiller à ce que ces exigences légales et autres exigences auxquelles l'organisme se conforme soient prises en compte dans l'établissement, la mise en œuvre et la tenue à jour de son système de management de la SST.

L'organisme doit tenir à jour ces informations.

L'organisme doit faire part des informations pertinentes sur les exigences légales et autres aux personnes travaillant sous son contrôle, ainsi qu'aux autres parties intéressées pertinentes. »

« Evaluation de la conformité (§ 4.5.2)

Conformément à son engagement de conformité, l'organisme doit établir, mettre en œuvre et tenir à jour une (des) procédure(s) pour évaluer de manière périodique la conformité aux exigences légales en vigueur.

L'organisme doit tenir à jour les enregistrements des résultats des évaluations périodiques. ... »

CLEMENT QUALITE CONSULTING	GSA Management	27/01/2016
GSAM 16 CT 70 009		Page : 6 / 8

CONTENU TECHNIQUE DE LA PRESTATION

GSA Management propose ses outils de veille interne qui consistent en l'élaboration mensuelle d'une liste des textes réglementaires parus aux différents journaux officiels.

Cette veille réglementaire permet de mettre à jour un outil intitulé **“Référentiel Réglementaire de Base”** adapté soit à la réglementation environnementale soit à la réglementation Santé Sécurité au Travail.

Au sein de GSA Management, une chargée **“Réglementation environnementale & sécurité”**, a pour mission d'identifier les parutions des nouveaux textes réglementaires parus aux Journaux Officiels et aux Bulletins Officiels.

Le **“Référentiel Réglementaire de Base”**, est un document qui reprend les principaux textes législatifs et réglementaires, issus du droit français et également du droit communautaire, ayant trait aux réductions des risques professionnels pour tout organisme quel qu'il soit.

Ce référentiel est mis à jour 4 fois par an.

Devant le nombre important de textes recensés, le classement par référentiel est effectué selon **des thèmes précis** :

✓ Référentiel Environnement (intégrant l'Energie) :

Air, bruit, déchets, eau, **énergie**, nomenclatures (ICPE & IOTA), mesure et surveillance, produits dangereux, protection de la nature, rayonnements ionisants, règles générales sanitaires-hygiène-environnement, risques majeurs, sol/sous-sol, taxe & redevance, transport.

✓ Référentiel Sécurité :

Accidents et maladies au travail, agents biologiques, aménagement des lieux de travail, amiante, appareils à pression, appareils de levage, ascenseurs, atmosphères explosives, bruit-vibrations, chantier de bâtiment et de génie civil, eau, entreprises extérieures intervenantes, EPI, équipements de travail, ERP & IGH, formation, handicap, incendie, installations électriques, management de la prévention, produits dangereux, produits explosifs, rayonnements ionisants, risques électromagnétiques, poste de travail spécifique, transport, travaux en hauteur.

Ce classement permet d'avoir une approche simplifiée du document et renseigne uniquement sur l'intitulé exact du texte et non dans son contenu.

A noter toutefois que certains textes qui apparaissent dans le référentiel n'ont été retenus qu'à titre d'information et ne peuvent, suivant les cas, être directement applicables aux industriels. Il en est ainsi des principales circulaires adressées aux Préfets qui juridiquement sont dépourvues de force obligatoire.

Les référentiels réglementaires seront envoyés par courrier électronique sous format fichier PDF.

Merci de nous confirmer l'adresse ou les adresses électroniques destinataires de ces référentiels à l'adresse suivante : cecile.thepot@gsamanagement.fr.

CLEMENT QUALITE CONSULTING	GSA Management	27/01/2016
GSAM 16 CT 70 009		Page : 7 / 8

BUDGET

NATURE DES OPERATIONS	COUT EN €HT
<p>REFERENTIELS REGLEMENTAIRES DE BASE</p> <p>ENVIRONNEMENT (<i>intégrant l'ENERGIE</i>) &/OU SECURITE EN VERSION PDF</p> <p>Mise à jour des référentiels réglementaires - Abonnement pour 4 envois trimestriels</p> <p>Forfait annuel en date du 1er envoi <i>Pour les 2 référentiels</i> <i>A l'unité</i></p>	<p>350,00 €</p> <p>190,00 €</p>

En cas d'appel nécessitant une recherche approfondie, une facturation serait émise après acceptation de votre société sur une base en régie de 75 €/heure.

L'abonnement est reconductible tous les ans, à la date d'anniversaire. En cas de rupture d'abonnement, un préavis par lettre recommandée de deux mois avant la date d'anniversaire est obligatoire. En cas de non-respect de ce délai, le montant de la facture déjà émise reste dû.

GSA Management s'engage fermement sur les prix pendant 1 an à compter de la date d'acceptation de la commande.

CLEMENT QUALITE CONSULTING	GSA Management	27/01/2016
GSAM 16 CT 70 009		Page : 8 / 8

PROGRAMMES ET MODALITES D'ACCEPTATION

PROGRAMME DES ACTIONS

La prestation débutera par l'envoi des dernières versions des référentiels de base ENV (intégrant l'ENERGIE) & SST disponibles au moment de la réception de notre proposition dûment acceptée par vos soins ou de la réception du bon de commande de votre part.

MODALITES DE PAIEMENT

Abonnement **annuel** (4 envois /an) **par paiement par avance** sur présentation de facture.

CONDITIONS DE VALIDATION DE LA PROPOSITION

AVEC MODIFICATION MAJEURE :

Si dans la proposition, le client mentionne des restrictions (qualité, prix, délais, etc.), nous nous engageons à réaliser une nouvelle analyse des besoins exprimés et établir une proposition plus ciblée.

SANS MODIFICATION MAJEURE :

Lors du démarrage de l'opération, GSA Management validera en présence du client, les compléments d'informations nécessaires à la proposition (délais, mode de paiement etc.).

ENGAGEMENT DES PARTIES

CLEMENT QUALITE CONSULTING s'engage à fournir à GSA Management toutes les informations nécessaires à la réalisation de la présente proposition et accepte par la présente proposition de figurer dans les références GSA Management.

GSA Management s'engage à garder confidentielles toutes les informations acquises par écrit ou oralement concernant les activités du site.

CLEMENT QUALITE CONSULTING et GSA Management sont d'accord pour la réalisation de la présente proposition. Les signatures ci-dessous confirment l'acceptation :

POUR CLEMENT QUALITE CONSULTING
(cachet et signature)

POUR GSA MANAGEMENT
(cachet et signature)

G.S.A. MANAGEMENT
4, rue Bordage - Bât. G
35510 CESSON-SÉVIGNÉ
Tél. 02 99 83 55 55
Fax 02 99 83 55 56
Siret 418 449 682 00024 - APE 8299 Z